Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Premier Ministre, le 18 décembre 1986, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal n° ... "portant différentes mesures relatives à la restructuration des entreprises des secteurs nationaux", a donné le 23 décembre 1986 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 18 december 1986 door de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit nr ... "houdende diverse maatregelen inzake de herstructurering van de ondernemingen in de nationale sectoren", heeft op 23 december 1986 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

I. En tant qu'il attribue au seul Exécutif flamand la possibilité de proposer la nomination d'un administrateur au sein du conseil d'administration de la société anonyme "Kempense Steenkolenmijnen ("K.S.")", l'article ler du projet sort des prévisions de l'article 175, alinéa 2, de la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980 qui prévoit une représentation des pouvoirs publics, "qui comprend les Régions", dans les organes de gestion.

Il aboutit donc à modifier cette dernière disposition, en substituant une représentation de la seule Région flamande à la représentation des Régions, actuellement organisée par l'arrêté royal du 30 mars 1981 portant exécution de l'article 175, premier et deuxième alinéas, et de l'article 178, deuxième alinéa, de la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980 et de l'article 2, § 3, de la loi du 2 avril 1962 constituant une Société Nationale d'Investissement et des Sociétés Régionales d'Investissement.

En rompant de la sorte l'égalité de représentation des Régions dans les organes de gestion d'une entreprise appartenant aux secteurs nationaux, le projet est inconciliable avec la loi du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et, en particulier, avec la compétence exclusive de l'autorité nationale en ce qui concerne les secteurs nationaux, même pour les entreprises dont l'exploitation est entièrement localisée dans une seule Région.

.../...

II. Selon l'article 3 du projet,

"Le Roi fixe la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté".

La date d'entrée en vigueur d'un texte de portée générale est un élément essentiel de celui-ci. Cet élément doit être fixé par le Roi avant que n'expirent les pouvoirs spéciaux qui Lui sont actuellement conférés. En procédant autrement, le Roi prolongerait l'exercice de pouvoirs qui, comme en l'espèce, ne lui ont été attribués que jusqu'au 31 décembre 1986.

+

EXAMEN DU TEXTE.

Intitulé.

Il serait préférable d'écrire :

"Arrêté royal n° ... portant des mesures relatives à la restructuration d'entreprises des secteurs nationaux".

.../...

Préambule.

L'urgence étant invoquée, il y a lieu, à l'alinéa ler, d'ajouter les mots "et l'article 3, § 2;".

A l'alinéa 3, l'arrêté royal du 30 mars 1981 doit être cité avec son intitulé originel, quelles qu'en soient les imperfections, à savoir :

"... portant exécution de l'article 175, premier et deuxième alinéas, et de l'article 178, deuxième alinéa, de la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980 et de l'article 2, § 3, de la loi du 2 avril 1962 constituant une Société Nationale d'Investissement et des Sociétés Régionales d'Investissement".

Dispositif.

Article ler.

Paragraphe ler :

Ce paragraphe constitue en réalité une modification de l'article 175, alinéa 2, de la loi du 8 août 1980.

La rédaction suivante est dès lors proposée :

"Article ler.-

L'article 175, alinéa 2, de la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980, est remplacé par les dispositions suivantes :

"L'administration et la représentation de la société anonyme "Kempense Steenkolenmijnen ("K.S.")" sont réglées conformément à la section IV, "Des sociétés anonymes", des lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935, sous réserve des dispositions suivantes :

1° à 4° ... (comme au projet, sous réserve, pour le 2°, de l'observation générale I);

5° sous réserve de la gestion journalière et pour l'application de l'article 54, alinéa 4, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, la société anonyme "Kempense Steenkolenmijnen ("K.S.")" est représentée dans les actes ou en justice par deux administrateurs agissant conjointement, dont l'un a été nommé sur proposition de l'Etat".

.../...

Paragraphe 2 :

1) Les dispositions abrogatoires de ce paragraphe devraient être regroupées avec les dispositions de l'article 2, § 3, en un article 3 prenant place avant l'exécutoire.

2) On peut se demander si l'intention des auteurs du projet n'est pas d'abroger non seulement l'article 3, §§ ler, 2 et 3, de l'arrêté royal du 30 mars 1981 mais aussi la première phrase de cet article qui, selon une mauvaise technique légistique, a échappé à la division en paragraphes.

3) On peut en outre se demander s'il ne conviendrait pas d'abroger également les paragraphes 4 et 5 du même article, la disposition du paragraphe 4 pouvant être introduite, moyennant une adaptation, sous un 6° de l'article ler du projet.

4) L'arrêté royal du 30 mars 1981 doit être cité avec son intitulé exact.

Article 2.

Paragraphe ler :

L'indication "§ ler" a été omise par erreur dans le texte français.

.../...

Tel qu'il est rédigé, ce paragraphe laisse à penser que l'Etat pourrait encore, à l'avenir, acquérir des participations dans des entreprises des secteurs nationaux et pourrait ainsi fournir des aides nouvelles au-delà des enveloppes de financement fixées par le Gouvernement avant le ler août 1983.

Or, il résulte du rapport au Roi et des explications fournies par le fonctionnaire délégué, que l'intention du Gouvernement est de transférer uniquement les participations qu'il détient déjà.

Le texte suivant est dès lors proposé :

"§ ler. L'Etat ... peut transférer à la Société nationale pour la restructuration des secteurs nationaux ("S.N.S.N.") les participations qu'il détient dans le capital ... (la suite comme au projet, mais en écrivant dans le texte français "article 6, § ler, VI (et non IV)".

Paragraphe 2 :

Selon le fonctionnaire délégué, le paragraphe 2 doit se comprendre comme suit : une fois réalisé le transfert à la Société nationale pour la restructuration des secteurs nationaux ("S.N.S.N.") de la participation de l'Etat belge dans la société anonyme "Kempense Steenkolenmijnen", il y aura lieu de lire, dans l'article ler du projet, "sur proposition de la Société nationale pour la restructuration des secteurs nationaux ("S.N.S.N.")" plutôt que "sur proposition de l'Etat".

../...

La rédaction suivante est dès lors proposée :

"§ 2. En cas de transfert à la Société nationale pour la restructuration des secteurs nationaux ("S.N.S.N.") de la participation de l'Etat dans le capital de la société anonyme "Kempense Steenkolenmijnen", les mots "sur proposition de l'Etat", visés à l'article 175, alinéa 2, 2°, 3° et 5°, de la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980, doivent se lire "sur proposition de la Société nationale pour la restructuration des secteurs nationaux ("S.N.S.N.")".

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I. In zoverre artikel 1 van het ontwerp de mogelijkheid om een bestuurder voor te dragen voor benoeming in de raad van bestuur van de naamloze vennootschap "Kempense Steenkolenmijnen ("K.S.")", uitsluitend aan de Vlaamse Executieve toekent, gaat het verder dan hetgeen bepaald is in artikel 175, tweede lid, van de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980, volgens hetwelk de overheid in de bestuursorganen derwijze vertegenwoordigd moet zijn dat die vertegenwoordiging "de Gewesten omvat".

Artikel 1 van het ontwerp loopt dus uit op een wijziging van de laatstgenoemde bepaling, doordat het een vertegenwoordiging van het Vlaamse Gewest alleen, in de plaats stelt van een vertegenwoordiging van de Gewesten, waarin thans voorzien is bij het koninklijk besluit van 30 maart 1981 ter uitvoering van artikel 175, eerste en tweede lid, en artikel 178, tweede lid, van de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980 en van artikel 2, § 3, van de wet van 2 april 1962 tot oprichting van een Nationale Investeringsmaatschappij en van Gewestelijke Investeringsmaatschappijen.

Doordat het ontwerp op die manier afbreuk doet aan de gelijke vertegenwoordiging van de Gewesten in de bestuursorganen van een onderneming die tot de nationale sectoren behoort, is het onbestaanbaar met de wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en in het bijzonder met de uitsluitende bevoegdheid die de nationale overheid ten aanzien van de nationale sectoren bezit, ook voor de ondernemingen waarvan de exploitatie geheel in één Gewest gelokaliseerd is.

.../...

II. Artikel 3 van het ontwerp luidt als volgt :

"De Koning bepaalt de datum waarop dit besluit in werking treedt".

De datum waarop een tekst met algemene strekking in werking treedt, is een essentieel bestanddeel van die tekst. Dat bestanddeel moet door de Koning worden vastgesteld voordat de Hem thans verleende bijzondere machten aflopen. Door anders te werk te gaan zou de Koning de uitoefening van machten, die Hem zoals in het onderhavige geval slechts tot 31 december 1986 verleend zijn, verlengen.

+

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Opschrift.

Het zou verkieselijk zijn te schrijven :

"Koninklijk besluit nr. houdende maatregelen inzake de herstructurering van ondernemingen van de nationale sectoren".

.../...

Aanhef.

Aangezien men zich op de dringende noodzakelijkheid beroept, moeten aan het eerste lid de woorden "en op artikel 3, § 2;" worden toegevoegd.

In het derde lid behoort het koninklijk besluit van 30 maart 1981 met zijn oorspronkelijk opschrift te worden aangehaald, ongeacht de onvolmaaktheden ervan, namelijk :

"... ter uitvoering van artikel 175, eerste en tweede lid, en artikel 178, tweede lid, van de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980 en van artikel 2, § 3, van de wet van 2 april 1962 tot oprichting van een Nationale Investeringsmaatschappij en van Gewestelijke Investeringsmaatschappijen".

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

Paragraaf 1 :

Deze paragraaf is in feite een wijziging van artikel 175, tweede lid, van de wet van 8 augustus 1980.

.../...

De volgende redactie wordt derhalve voorgesteld :

"Artikel 1.-

Artikel 175, tweede lid, van de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980, wordt vervangen door de volgende bepalingen :

"Het bestuur en de vertegenwoordiging van de naamloze vennootschap "Kempense Steenkolenmijnen ("K.S.")" worden geregeld overeenkomstig afdeling IV, "Naamloze vennootschappen", van de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935, onder voorbehoud van de volgende bepalingen :

1° tot 4° ... (zoals in het ontwerp, behoudens, wat de bepaling onder 2° betreft, de algemene opmerking I);

5° behoudens wat het dagelijks bestuur betreft en voor de toepassing van artikel 54, vierde lid, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, wordt de naamloze vennootschap "Kempense Steenkolenmijnen ("K.S.")" in en buiten rechte vertegenwoordigd door twee gezamenlijk optredende bestuurders, waarvan er één benoemd is op voordracht van de Staat".

.../...

Paragraaf 2 :

1) De opheffingsbepalingen van deze paragraaf zouden met de bepalingen van artikel 2, § 3, ondergebracht moeten worden in een artikel 3 dat vóór de uitvoeringsbepaling komt.

2) De vraag kan worden gesteld of het soms niet de bedoeling van de stellers van het ontwerp is niet alleen artikel 3, §§ 1, 2 en 3, van het koninklijk besluit van 30 maart 1981 op te heffen, maar ook de eerste volzin van dat artikel, die door een slechte wetgevingstechniek, buiten de indeling in paragrafen is gehouden.

3) Bovendien kan men zich afvragen of de paragrafen 4 en 5 van hetzelfde artikel niet eveneens opgeheven zouden moeten worden, aangezien de bepaling van paragraaf 4, mits ze wordt aangepast, opgenomen kan worden onder een 6° van artikel 1 van het ontwerp.

4) Het koninklijk besluit van 30 maart 1981 moet worden aangehaald met zijn juiste opschrift.

Artikel 2.

Paragraaf 1 :

De vermelding "§ ler" is bij vergissing achterwege gebleven in de Franse tekst.

.../...

Zoals die paragraaf is geredigeerd, geeft hij te denken dat de Staat in de toekomst nog deelnemingen zou kunnen verwerven in ondernemingen van de nationale sectoren en zodoende nieuwe hulpmiddelen zou kunnen verschaffen bovenop de financieringsenveloppes, die door de Regering zijn vastgesteld vóór 1 augustus 1983.

Uit het verslag aan de Koning en uit de nadere inlichtingen die de gemachtigde ambtenaar verstrekt heeft, blijkt echter dat de Regering het zo bedoelt, dat alleen die deelnemingen welke de Staat reeds bezit, worden overgedragen.

Derhalve wordt de volgende tekst voorgesteld :

"§ 1. De Staat ... kan aan de Nationale Maatschappij voor de herstructurering van de nationale sectoren ("N.M.N.S.") de deelnemingen overdragen die hij bezit in het kapitaal ... (voorts zoals in het ontwerp, maar in de Franse tekst schrijve men "article 6, § ler, VI" in plaats van "article 6, § ler, IV")".

Paragraaf 2 :

Volgens de gemachtigde ambtenaar moet paragraaf 2 zo worden begrepen dat als de overdracht aan de Nationale Maatschappij voor de herstructurering van de nationale sectoren ("N.M.N.S.") van de deelneming van de Belgische Staat in de naamloze vennootschap "Kempense Steenkolenmijnen" eenmaal tot stand gebracht is, in artikel 1 van het ontwerp de woorden "op voordracht van de Staat" gelezen moeten worden als "op voordracht van de Nationale Maatschappij voor de herstructurering van de nationale sectoren ("N.M.N.S.")".

.../...

Derhalve wordt de volgende redactie voorgesteld :

"§ 2. In geval van overdracht aan de Nationale Maatschappij voor de herstructurering van de nationale sectoren ("N.M.N.S.") van de deelneming van de Staat in het kapitaal van de naamloze vennootschap "Kempense Steenkolenmijnen" moeten de woorden "op voordracht van de Staat", die vermeld zijn in artikel 175, tweede lid, 2°, 3° en 5°, van de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980, gelezen worden als "op voordracht van de Nationale Maatschappij voor de herstructurering van de nationale sectoren ("N.M.N.S.")".

La chambre était composée de

Messieurs : J. LIGOT, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

P. FINCOEUR, conseillers d'Etat,
Ch.-L. CLOSSET, staatsraden,

Cl. DESCHAMPS, assesseurs de la section de législation,
F. DELPEREE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS, conseiller d'Etat.

Le rapport a été présenté par Mme B. HAUBERT, auditeur adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS, staatsraad.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. B. HAUBERT, adjunct-auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY. J. LIGOT.